suffisance des preuves et la pertinence d'intenter des poursuites. L'avocat-conseil de la Couronne peut alors décider d'abandonner la cause, d'opter pour d'autres solutions ou d'intenter formellement une poursuite.

Certaines provinces ont introduit d'autres solutions, comme celles décrites à l'article 4 de la *Loi sur les jeunes contrevenants* afin de remplacer les instances judiciaires formelles. Le contenu des programmes tirés de la Loi, d'après ce que l'on en sait, ressemble à celui des programmes de diversion administrés en vertu de la *Loi sur les jeunes délinquants*. Ils sont toutefois plus formalisés; ils prévoient des critères d'admission, et, facteur encore plus important, les jeunes contrevenants doivent assumer la responsabilité de leurs actes illicites s'ils veulent y participer et jouir de certains droits juridiques une fois leur participation confirmée.

Les décisions rendues par les juges des tribunaux de la jeunesse aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants* se rapprochent des décisions prises en vertu de la *Loi sur les jeunes délinquants*. Toutefois, on n'y entend pas de conclusion générale de délinquance, et il n'y a pas d'ajournements sine die. Les juges des tribunaux de la jeunesse peuvent déclarer le jeune contrevenant coupable, non coupable, non coupable pour motif d'aliénation mentale ou incapable de subir son procès. Ils peuvent également confirmer une requête de la Couronne pour arrêter les procédures, pour rejeter ou pour retirer la cause, pour renvoyer le jeune contrevenant devant un tribunal ordinaire ou pour le renvoyer devant un tribunal d'une autre juridiction.

Les décisions prises aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants* doivent s'appliquer pour une durée déterminée, et les juges des tribunaux de la jeunesse peuvent prendre une ou plusieurs décisions compatibles avec l'article 20 (1) de la Loi. Ces décisions sont les suivantes : garde en milieu fermé; garde en milieu ouvert; détention pour traitement; probation; amende maximale de 1000 \$; indemnisation, indemnisation en nature, paiement à l'adjudicataire, restitution; ordonnance de service à la communauté; prohibition, saisie, confiscation; libération inconditionnelle; et autres conditions auxiliaires.

20.7 Services correctionnels

Les autorités fédérale, provinciales, et, dans le cas de la Nouvelle-Écosse, municipales se partagent la compétence en matière de services correctionnels. Comme l'indique le *Code criminel* du Canada, les contrevenants condamnés à des peines d'emprisonnement de deux ans ou plus relè-

vent du gouvernement fédéral, alors que les personnes qui reçoivent une peine d'emprisonnement de deux ans moins un jour ou qui sont sous le coup d'ordonnances d'autres tribunaux sont placées sous l'autorité des provinces.

Bien que les attributions des autorités provinciales soient nettement définies, il est prévu que des ententes entre les différentes compétences permettront d'effectuer des échanges de services. Ces accords ont notamment pour objet de permettre le transfèrement de détenus, la prestation de services relatifs à la suspension de libérations conditionnelles, la surveillance efficace des libérés conditionnels et la prestation d'évaluation de services communautaires de même que de services médicaux, psychiatriques et d'éducation.

La *Loi fédérale sur les prisons et les maisons de correction* définit de façon générale les structures administratives et les responsabilités relatives au fonctionnement des établissements de détention. Bien qu'assujettis à des règles générales, les territoires et les provinces ont adopté leurs propres lois et règlements concernant les services correctionnels.

Les organismes gouvernementaux suivants sont chargés d'assurer les services correctionnels pour adultes au Canada :

Niveau fédéral. Ministère du Solliciteur général; Service correctionnel du Canada; Commission nationale des libérations conditionnelles.

Niveaux provinciaux et territoriaux. À Terre-Neuve et au Labrador, le ministère de la Justice; à l'Île-du-Prince-Édouard, le ministère de la Justice; en Nouvelle-Écosse, le ministère du Procureur général; au Nouveau-Brunswick, le ministère de la Justice; au Québec, le ministère de la Justice; en Ontario, le ministère des Services correctionnels; au Manitoba, le ministère des Services communautaires; en Saskatchewan, le ministère de la Justice; en Alberta, le ministère du Solliciteur général; en Colombie-Britannique, le ministère du Procureur général; au Yukon, le ministère de la Justice; dans les Territoires du Nord-Ouest, le ministère des Services sociaux.

20.7.1 Services de détention

La compétence en matière de services de détention est répartie entre les autorités municipales, provinciales et fédérale. Cette structure à trois niveaux a été intégrée de diverses manières dans tout le Canada.

Ainsi, bien que les peines d'emprisonnement de deux ans moins un jour relèvent des organismes des autorités provinciales, des dérogations sont possibles. Par exemple, les contrevenants placés